



**Saône - Rhône
Méditerranée**

Collectif FNE Saône Rhône Méditerranée

Pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et du développement durable dans les politiques et actions menées sur le territoire Saône Rhône Méditerranée

POUR UN SDAGE RAISONNABLE, C'EST-A-DIRE UN SDAGE AMBITIEUX

La période de trois ans dans laquelle s'engagent les instances de bassin, où vous siégez peut être pour la première fois, porte des enjeux importants :

Tout d'abord le 50^e anniversaire de la loi qui les a vu naître, après sa toute récente mise en cause à l'automne dernier ; ensuite et surtout l'élaboration du deuxième cycle de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau (2016-2021).

Les Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement du Bassin Rhône Méditerranée souhaitent partager avec vous les éléments d'analyse qui guideront leur action au sein des instances de bassin et sur leur territoire.

DES OBJECTIFS PARTAGES, UNE DEMARCHE CLAIRE, EPROUVES DEPUIS PRESQUE 6 ANS

Le SDAGE est le plan d'action français d'application de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau (DCE) dont il suit les principes :

- La gestion par bassin versant (districts) ;
- La fixation d'objectifs par "masse d'eau" répondant à la fois à la "non dégradation" de son "état" et la restauration du "bon état écologique" (sauf exception dûment justifiée) ;
- La planification des jalons et des actions ("programme de mesures") au rythme sexennal
- L'analyse économique comprenant l'internalisation des coûts environnementaux ("récupération des coûts") notamment dans les tarifs de l'eau ;
- La consultation du public permettant son appropriation et son soutien à une démarche dont la transparence est ainsi garantie.

L'objectif de "bon état" assigné à chaque masse d'eau (15 km de cours d'eau en moyenne pour les masses d'eau "cours d'eau") lui garanti un fonctionnement biologique et morphologique proche du fonctionnement naturel.

La DCE et donc le SDAGE imposent une obligation de résultats : une fois fixés les objectifs, libre ensuite aux acteurs de choisir le levier pour les atteindre.

La dimension socio-économique est au cœur de la DCE et du SDAGE : analyse coût bénéfice, récupération des coûts (« pollueur payeur »), coûts disproportionnés, consultation du public conduisent à la prise en compte optimale de ces enjeux.

DES RESULTATS FRAGILES, DES IMPASSES PREOCCUPANTES, DES MENACES NOUVELLES

Comme l'a montré l'état des lieux adopté fin 2013 par le Comité de Bassin, les résultats obtenus sur la qualité des eaux de certaines masses d'eau sont masqués par une stagnation voire une dégradation sur d'autres. Les pollutions diffuses d'intrants et de phytosanitaires et autres pesticides ne s'amenuisent que rarement et s'aggravent bien souvent. L'accroissement des connaissances a permis de confirmer le diagnostic de 2008 : nos cours d'eau montrent de graves atteintes à leur morphologie, à leur débit et dans leur continuité sédimentaire et biologique.

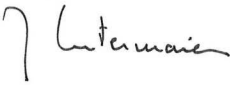




Si nous restons sur cette trajectoire, on peut craindre d'aboutir à des résultats analogues en 2021, d'autant que des menaces nouvelles apparaissent comme la diminution des débits avec le réchauffement climatique, l'artificialisation toujours plus grande de notre réseau hydrographique (barrage, prélèvement, endiguement, disparition des zones humides, etc.), la fragilisation du milieu face aux nouveaux polluants (perturbateurs endocriniens, médicaments, etc.), etc.

REALISER AUJOURD'HUI CE QUI COUTERA PLUS CHER DEMAIN

Les difficultés économiques et sociales auxquelles doit faire face notre pays, ne sauraient servir de prétexte au déni ou au renoncement. Le bon état de nos cours d'eau et plus généralement de notre environnement ne doit pas être seulement compris comme la contrainte d'aujourd'hui mais aussi et surtout comme une condition du développement de demain.

- Maîtriser nos consommations d'eau, c'est tenir compte de la capacité économique des consommateurs et des distributeurs tout en s'adaptant au changement climatique,
- Rétablir le transit sédimentaire, c'est limiter les interventions dans le lit des cours d'eau,
- Respecter l'espace de liberté des cours d'eau et les zones humides, c'est se protéger contre les inondations,
- Limiter les apports d'intrants et de pesticides, c'est garantir notre potentiel de ressource en eau sur la durée,
- Protéger la biodiversité en maintenant des débits naturels suffisants, c'est nous assurer de nos propres conditions de vie actuelles et futures.

Conserver et restaurer le bon état de nos masses d'eau c'est en fait la plus simple et la plus économique des façons d'assurer sur le long terme les conditions du développement de notre bassin et de notre pays.

Bourgogne Environnement Nature	FNE Franche Comté	FNE PACA	FRAPNA	FRAPNE Languedoc Roussillon
Jean UNTERMAIER, président	Pascal BLAIN, président	Pierre APLINCOURT, président	Eric FERAILLE, président	Céline MESQUIDA, présidente
				
Annick BERNARDIN- PASQUET, Représentante au comité de bassin	Jean RAYMOND, Représentant FNE Franche Comté au comité de bassin	Bernard PATIN, Représentant FNE PACA au comité de bassin	Jacques PULOU, Représentant FRAPNA au comité de bassin	Cathy VIGNON, Représentante FRAPNE Languedoc Roussillon au comité de bassin
